

ROYAUME DU MAROC



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

DEPF

Boulevard Mohamed V.
Quartier Administratif,
Rabat-Chellah Maroc

E : depf@depf.finances.gov.ma

W : www.finances.gov.ma/depf/depf.htm

T : (+212) 537.67.74.15/16

NOTE DE CONJONCTURE

DIRECTION DES ETUDES ET DES PREVISIONS FINANCIERES

N° 251 / Janvier 2018

2018

Sommaire

PARTIE 1

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

01

ECONOMIES AVANCÉES

02

ECONOMIES ÉMERGENTES

03

MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIÈRES

PARTIE 2

ENVIRONNEMENT NATIONAL

01

TENDANCES SECTORIELLES

02

DEMANDE INTERIEURE

03

ECHANGES EXTERIEURS

04

FINANCES PUBLIQUES

05

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

PARTIE 3

TABLEAU DE BORD



Clôture de l'année 2017 sous de bons auspices

Les derniers baromètres conjoncturels laissent entrevoir une consolidation de la reprise de l'économie mondiale en 2017. Amorcée depuis la mi-2016, cette reprise concerne tant les pays développés que les pays émergents, quoique dans des proportions différenciées. Elle devrait conforter les marges de manœuvres des pays pour apporter des réponses appropriées aux problèmes structurels qui se sont accumulés au cours des dernières années.

En particulier, la croissance économique de la zone euro, principal partenaire économique du Maroc, devrait retrouver en 2017 son rythme le plus élevé de la décennie, soit 2,4%, selon la Banque mondiale. Le redressement progressif de l'activité en Europe semble avoir suscité un raffermissement notable de la monnaie unique, dont la valeur a atteint un haut historique depuis trois ans face au billet vert, soit 1,23 dollar à la mi-janvier 2018.

Dans le sillage de la reprise de l'activité économique mondiale et des craintes sur des perturbations de l'offre de pétrole, les cours pétroliers ont poursuivi leur correction haussière début 2018. Ainsi, le prix du Brent s'est hissé à son plus haut niveau depuis 2014, pour atteindre 70 dollars à la mi-janvier.

Au Maroc, les données conjoncturelles récentes corroborent la performance économique attendue en 2017. Du côté de l'offre, le rebond de la croissance de l'économie marocaine serait soutenu par la performance de secteurs porteurs à contribution significative à la richesse nationale. Du côté de la demande, l'embellie conjoncturelle serait portée par l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages, dans un contexte de maîtrise de l'inflation et d'amélioration des revenus. Il en est de même pour les dépenses d'investissement

qui auraient profité de l'envolée des crédits à l'équipement et du maintien de l'effort d'investissement public pour accompagner les chantiers structurants dans plusieurs secteurs d'activité.

Sur le plan du commerce extérieur, les exportations marocaines ont profité de la reprise de la demande extérieure émanant des principaux partenaires. Le rebond des exportations a permis, certes, d'améliorer le taux de couverture des importations. Néanmoins, ce rebond n'a pas été suffisant pour éponger le déficit commercial, qui s'est aggravé légèrement de 2,6% en 2017, principalement sous l'effet du renchérissement de la facture énergétique.

Les Réserves Internationales Nettes ont fait preuve de résilience, poursuivant leur amélioration pour le cinquième mois consécutif, ce qui permet de couvrir 5 mois et 25 jours d'importations de biens et services.

S'agissant des finances publiques, l'évolution favorable des recettes ordinaires, qui ont progressé à un rythme plus élevé que celui des dépenses globales au titre des onze premiers mois de l'année 2017, a permis d'atténuer le déficit budgétaire de 16,9%.

Au niveau du financement de l'économie, le rythme d'évolution des crédits bancaires s'est amélioré sensiblement par rapport à l'année précédente (+4,8% après +4%), sous l'effet de l'accélération des crédits à l'immobilier et des crédits à l'équipement. Dans la même perspective, les indicateurs boursiers ont clôturé l'année sur un trend positif. Pour sa part, l'encours des bons du Trésor a progressé de 5,4% par rapport à l'année 2016.

**Direction des Études et des
Prévisions Financières**

Synthèse

N.B. : Sauf indication du contraire, les évolutions présentées, dans la note, sont en glissement annuel.



Environnement international

Perspectives de consolidation de la croissance mondiale, tirée par la reprise des économies émergentes.

Forte appréciation de l'euro, soutenu par un regain d'optimisme sur les perspectives de la zone euro. La monnaie unique a atteint 1,23 dollar mi-janvier, soit son plus haut niveau depuis trois ans.

Poursuite de la remontée des prix de pétrole pour se hisser à 70 dollars le baril du Brent mi-janvier, leur plus haut niveau depuis 2014.



Tendances sectorielles

Comportement favorable de l'activité économique nationale, en rapport avec la bonne tenue de secteurs dynamiques à contribution significative dans la richesse nationale.

Poursuite du redressement des activités secondaires, bénéficiant, notamment, de l'amélioration continue de l'environnement international du Maroc.



Ménages & Entreprises

Amélioration du pouvoir d'achat des ménages dans un contexte de maîtrise de l'inflation et d'amélioration des revenus.

Bonne tenue de l'investissement national, en ligne avec l'évolution positive des crédits à l'équipement, des importations des biens d'équipement et de l'investissement budgétaire.

1,23
(+16%)



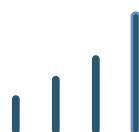
Parité euro/dollar

58,5 Mds DH
(+7,1%)



Automobile
Exportations

0,7%



Inflation

105,5 Mds DH



Biens d'équipement
(importation)



Echanges extérieurs

Amélioration du taux de couverture des importations par les exportations des biens, en phase avec le comportement favorable des nouvelles industries naissantes.

Amélioration continue des Réserves Internationales Nettes : 5 mois et 25 jours d'importations contre 5 mois et 24 jours le mois passé.



Finances publiques

Amélioration continue du déficit budgétaire en rapport, particulièrement, avec la hausse des recettes ordinaires à un rythme dépassant celui des dépenses globales.



Financement de l'Economie

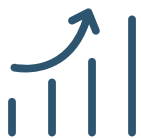
Amélioration du rythme de progression des crédits bancaires : +4,8% après +4% l'année dernière.

Recul des levées brutes et des remboursements du Trésor à 110,7 et 84 milliards de dirhams, respectivement.

Performance favorable des indicateurs boursiers à fin 2017.

NB : Sauf indication contraire, les évolutions sont en glissement annuel

56,3%
(+1,5 point)



Taux de couverture

**5 mois
25 jours**



RIN
Importations B&S

+4,8%



CREDITS BANCAIRES

+6,4%



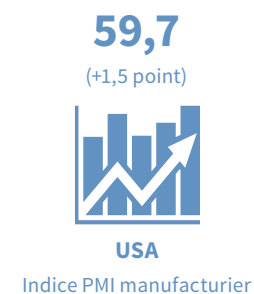
MASI
BOURSE



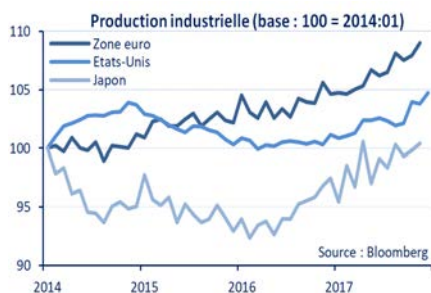
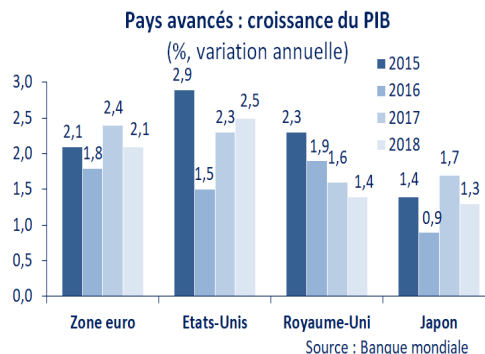
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1. ECONOMIES AVANCEES

Etats-Unis : l'expansion économique se poursuit et se renforce au tournant de 2017-2018

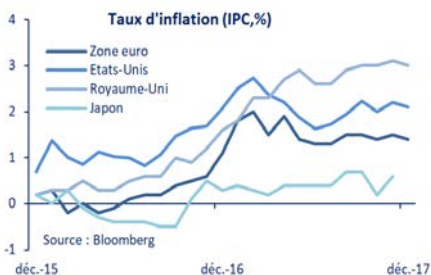
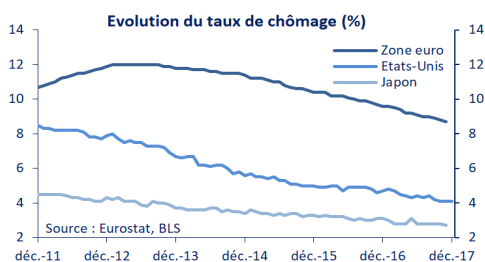


Après une croissance économique robuste au troisième trimestre (3,2% en rythme annualisé après 3,1% au T2), l'expansion devrait se poursuivre au tournant de 2017-2018, bénéficiant de l'effet de richesse provoqué par le dynamisme des marchés boursier, immobilier et de l'emploi. En termes de perspectives, la croissance américaine devrait se renforcer en 2018 pour atteindre 2,5% après 2,3% en 2017 et 1,5% en 2016, selon les dernières prévisions de la Banque mondiale, publiées début janvier.



Les indicateurs conjoncturels sont globalement favorables. Ainsi, l'indice PMI manufacturier de l'ISM a enregistré une nette hausse en décembre, passant à 59,7 après 58,2 en novembre. La production industrielle a marqué un rebond en décembre (0,9% après -0,1% en novembre). Les ventes de détails ont progressé de 0,4% en décembre après 0,9% en novembre. Les indicateurs de confiance des ménages et des entreprises sont proches de leurs sommets.

Le marché du travail reste dynamique, avec 148.000 créations nettes d'emplois en décembre après 252.000 en novembre. Le cumul annuel des emplois nets créés en 2017 dépasse les 2 millions comme en 2016. Le taux de chômage est resté inchangé à 4,1% en décembre, son plus bas niveau depuis 17 ans.

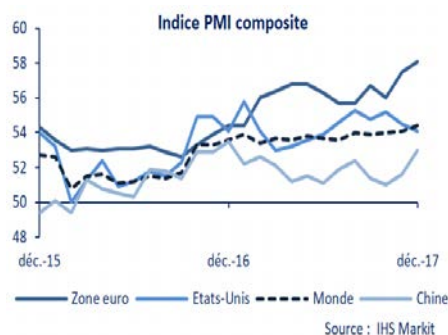
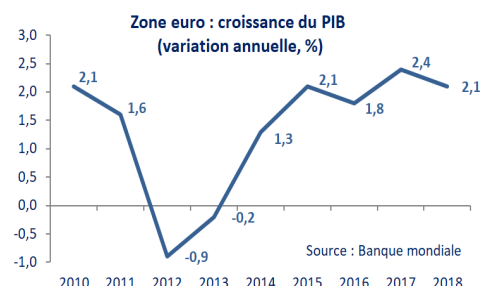


Le taux d'inflation s'est établi à 2,1% en décembre après 2,2% en novembre, soit un niveau proche de l'objectif de 2%. Pour contenir les risques inflationnistes, la Fed a relevé ses taux directeurs de 25 points de base en décembre 2017, portant le cumul à 125 points de base depuis 2015. La Fed devrait poursuivre la normalisation de sa politique monétaire, avec d'autres hausses des taux en 2018.

Zone euro : le regain d'optimisme sur les perspectives économiques et politiques soutient l'euro



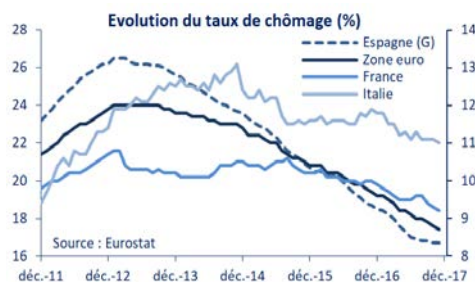
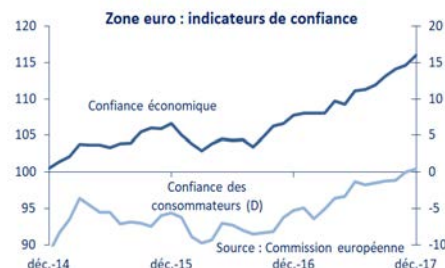
Dans la zone euro, après une forte progression du PIB au troisième trimestre (0,7% comme au T2), la croissance semble se consolider fin 2017-début 2018, soutenue par une confiance accrue des ménages et des entreprises et par des conditions financières favorables. Les perspectives pour 2018 s'avèrent globalement propices, avec une croissance attendue à 2,1% en 2018 après 2,4% en 2017, selon les dernières prévisions de la Banque mondiale (contre 1,5% et 1,7% respectivement dans ses projections de juin).



L'expansion dans la zone euro se confirme fin 2017. Ainsi, la production industrielle a progressé de 1% en novembre après 0,4% en octobre, tirée par l'Allemagne (3,4% après -1,2%). L'indice PMI composite (58,1 en décembre après 57,5 en novembre) signale une accélération de la croissance de l'activité du secteur privé. L'expansion est généralisée aux principaux pays, à savoir l'Allemagne (58,9 après 57,3), la France (59,6 après 60,3), l'Italie (56,5 après 56,0) et l'Espagne (55,4 après 55,2).



La confiance économique dans la zone euro continue de se renforcer, comme le signale l'indice ESI de la Commission européenne qui a atteint son plus haut niveau depuis 2000 (116 points en décembre après 114,6 points en novembre). La confiance s'est améliorée dans les différents secteurs d'activité économique ainsi que pour les consommateurs.



Le taux de chômage dans la zone euro poursuit sa tendance baissière, passant à 8,7% en novembre contre 8,8% en octobre et 9,7% un an auparavant.

Le repli du taux de chômage concerne les principaux pays membres de la zone, à savoir l'Allemagne (3,6% en novembre 2017 contre 3,9% en novembre 2016), la France (9,2% contre 10%), l'Italie (11% contre 11,9%) et l'Espagne (16,7% contre 18,7%).



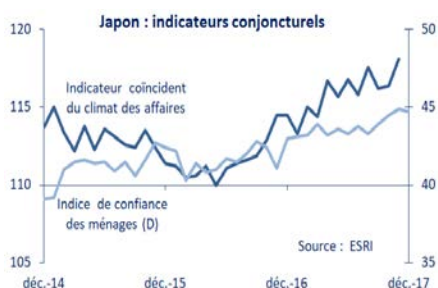
Sur le marché des changes, l'euro a atteint son plus haut niveau depuis trois ans à 1,23 dollar la mi-janvier, en hausse de 2,4% depuis début 2018 et de 16% en glissement annuel. Il est porté par un regain d'optimisme sur les perspectives économiques et politiques dans la zone euro. Par ailleurs, la BCE devrait maintenir sa politique monétaire ultra-accommodante, confortée par une inflation modérée dans la zone (1,4% en décembre après 1,5% en novembre, bien en deçà de la cible officielle de 2%).



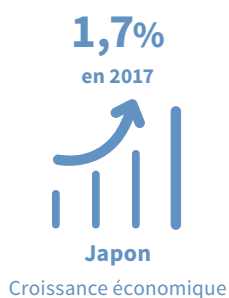
Japon : croissance robuste en 2017, stimulée par une forte demande mondiale



Le dynamisme de la croissance économique au troisième trimestre (2,5% en rythme annualisé après 2,9% au T2) semble se poursuivre au quatrième trimestre, stimulé par une forte demande étrangère.



La production industrielle poursuit sa hausse (0,5% en novembre comme en octobre). La forte progression des exportations se confirme (16,2% en novembre après 14% en octobre). La confiance des entreprises a atteint un sommet de plus d'une décennie en novembre, comme le montre l'indicateur coïncident du climat des affaires (+1,7 point à 118,1). L'indice de confiance des ménages reste proche de son plus haut niveau depuis quatre ans (44,7 en décembre après 44,9 en novembre).



L'économie nipponne devrait enregistrer une croissance robuste de 1,7% en 2017, selon la Banque mondiale, après 0,9% en 2016, soutenue par un marché d'emploi dynamique, un appui budgétaire important, des conditions financières accommodantes et une demande mondiale ferme. Toutefois, la croissance devrait ralentir en 2018 à 1,3%, sous l'effet du retrait de la relance budgétaire et de la faiblesse des salaires.

2. ÉCONOMIES EMERGENTES

Croissance renforcée, tirée par la reprise de la demande mondiale et des cours des produits de base

La croissance économique continue de se renforcer dans les pays émergents, en ligne avec la reprise du commerce mondial et des cours des matières premières. Selon les dernières prévisions de la Banque mondiale, la croissance des économies émergentes et en développement devrait atteindre 4,5% en 2018 après 4,3% en 2017 et 3,7% en 2016.

Le regain d'expansion de l'économie indienne (attendue à 7,3% en 2018 après un fléchissement à 6,7% en 2017) contraste, toutefois, avec le ralentissement de la croissance chinoise (6,4% après 6,9%). La reprise devrait se renforcer au Brésil (2% après 1%) et se consolider en Russie (1,7% après 1,7%).

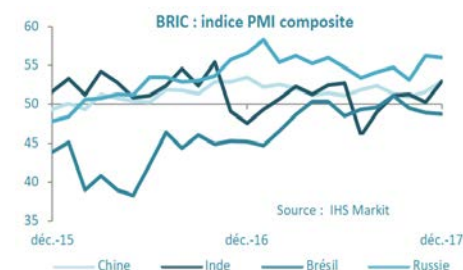
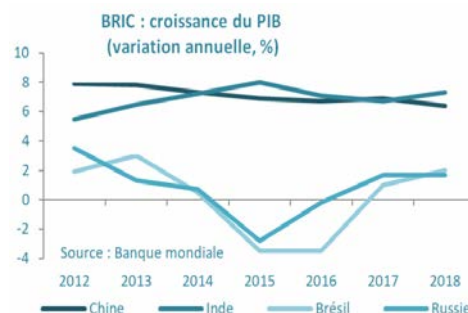


Dans la région MENA, la croissance économique devrait se hisser à 3% en 2018 après un tassement à 1,8% en 2017, avec une nette reprise de l'activité dans le groupe des pays exportateurs de pétrole et une consolidation de la croissance dans les pays importateurs. En Afrique subsaharienne, la reprise économique devrait continuer de se renforcer (3,2% en 2018 après 2,4% en 2017 et 1,3% en 2016).

Les perspectives de croissance se sont globalement améliorées mais restent sujettes à des risques de baisse, liés notamment à un regain de turbulences financières, de protectionnisme ou de tensions géopolitiques.



En Chine, la croissance du PIB a été robuste en 2017 (6,9% après 6,7% en 2016), confortée par les retombées des mesures antérieures de relance économique et par le dynamisme de la demande mondiale. En termes de perspectives, la croissance chinoise devrait ralentir à 6,4% en 2018, selon la Banque mondiale, avec un risque de resserrement de la politique économique, pour contenir les déséquilibres internes.



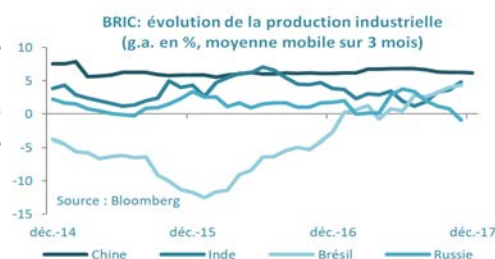
Les derniers indicateurs conjoncturels s'avèrent globalement favorables, comme le signale la progression de la production industrielle (6,2% en décembre après 6,1% en novembre), de l'investissement fixe (7,2% après 7,2%) et des ventes de détail (9,4% après 10,2%). De son côté, la croissance de l'activité du secteur privé s'est accélérée en décembre, comme le montre l'indice PMI composite (53,0 après 51,6 en novembre).

En Inde, la croissance économique a connu un ralentissement conjoncturel en 2017 (6,7% après 7,1% en 2016), sous l'effet de la démonétisation et de l'instauration d'une nouvelle taxe sur les biens et services. La croissance devrait s'accélérer en 2018 (à 7,3% selon la Banque mondiale), avec la dissipation des facteurs qui ont freiné la croissance en 2017.

Dans ce contexte, Moody's a relevé en novembre la notation souveraine de l'Inde, de Baa3 à Baa2. L'agence de notation s'attend à ce que le programme de réformes du gouvernement libère le potentiel de croissance du pays et contribue à réduire le fardeau de la dette publique à moyen terme.



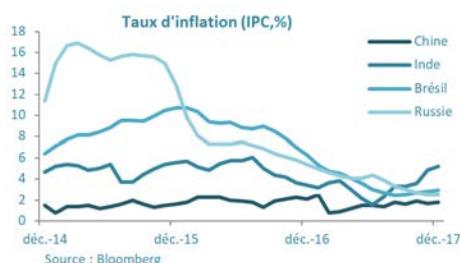
Les données à haute fréquence signalent un renforcement de la croissance au quatrième trimestre 2017. Ainsi, la production industrielle a rebondi de 8,4% en novembre après 2% en octobre. La croissance de l'activité du secteur privé s'est accélérée en décembre, comme le montre l'indice PMI composite (53,0 en décembre après 50,3 en novembre).



Le taux d'inflation poursuit sa forte remontée, passant à 5,2% en décembre après 4,9% en novembre (l'objectif officiel est de 4%). Néanmoins, la banque centrale indienne a laissé ses taux directeurs inchangés en décembre, après les avoir réduits de 200 points de base entre janvier 2015 et août 2017.

Au Brésil, la reprise économique se poursuit, stimulée par le repli du chômage et l'amélioration de la confiance économique. Selon les prévisions de la Banque mondiale, l'économie brésilienne devrait croître de 2% en 2018 après 1% en 2017, confirmant ainsi son éloignement du spectre de la récession de 2015-2016.

Les indicateurs conjoncturels s'avèrent globalement favorables. La production industrielle poursuit sa progression (4,7% en novembre après 5,5% en octobre). Le taux de chômage poursuit son recul (12% en novembre contre 12,2% en octobre et un pic de 13,7% en mars). La confiance des entreprises continue de s'améliorer pour atteindre son plus haut niveau depuis 2012 (58,3 en décembre après 56,5 en novembre).



L'inflation poursuit sa hausse mais reste relativement maîtrisée (3% en décembre après 2,8% en novembre, contre un objectif officiel de 4,5%). Ce niveau relativement faible de l'inflation donne de la marge à la banque centrale du Brésil pour poursuivre l'assouplissement de sa politique monétaire. Le taux directeur a été abaissé de 50 points de base à 7% en décembre, soit des baisses cumulées à 725 points de base depuis octobre 2016.

3. MARCHES DES MATIERES PREMIERES

Flambée des prix du pétrole, accentuée par la baisse des stocks du brut et le regain du risque géopolitique dans certains pays producteurs

Brent : 70 \$/baril
Butane : 560 \$/T



Produits énergétiques

80 \$/T
(stable)



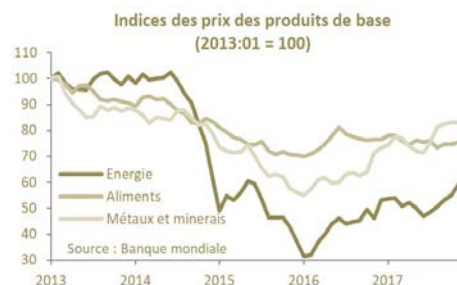
Phosphate roche

385 \$/T
(+4%)



DAP

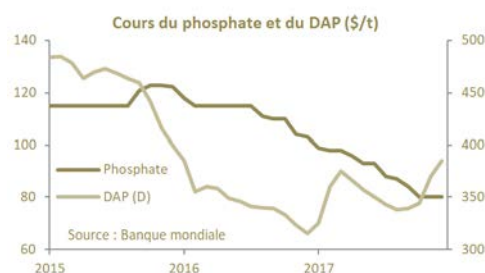
L'indice des prix des produits énergétiques, calculé par la Banque mondiale, poursuit sa remontée (+2% en décembre après +8% en novembre), en ligne avec le fort rebond des cours pétroliers. En revanche, l'indice des prix des produits non énergétiques a enregistré un léger repli (-0,4% après +0,4%). La baisse des cours en décembre concerne les produits alimentaires (-0,9%), les fertilisants (-5%), les métaux de base (-0,4%) et les métaux précieux (-1,9%).



Les cours du pétrole ont atteint 64 dollars/baril du Brent en moyenne en décembre, en hausse de 3% sur un mois et de 19% en glissement annuel. Ils ont grimpé à 70 dollars la mi-janvier 2018, leur plus haut niveau depuis 2014, tirés par la prolongation de l'accord de réduction de l'offre OPEP/non-OPEP, la baisse des stocks du brut et le retour du risque de tensions géopolitiques dans certains pays producteurs, notamment l'Iran.

Dans le sillage du pétrole, les prix du gaz butane ont atteint 560 dollars la tonne en décembre.

Les prix du phosphate brut sont restés stables à 80 dollars la tonne pour le deuxième mois consécutif en décembre 2017, marquant une baisse de 22% sur un an. En revanche, les cours des engrais phosphatés DAP ont enregistré une hausse de 4% sur un mois et de 22% sur un an pour atteindre 385 dollars la tonne en décembre. Les perspectives semblent s'améliorer, avec une réduction attendue des exportations chinoises et une reprise des importations de l'Inde.



172 \$/T
(-2%)



Blé

317 \$/T
(-4%)



Sucre

Les cours du blé tendre (SRW) se sont établis à 172 dollars la tonne en décembre, en baisse de 2% sur un mois, ramenant leur hausse à 7% en glissement annuel. Le marché céréalier reste bien approvisionné, avec des disponibilités importantes et des perspectives de l'offre favorables. Toutefois, des perturbations de l'offre liées aux conditions climatiques constituent des menaces importantes.



Les prix mondiaux du sucre brut (ISA) se sont établis à 317 dollars la tonne en décembre, en baisse de 4%, portant leurs pertes annuelles à 22%. Les cours sucriers devraient rester modérés en raison de l'amélioration des perspectives de l'offre chez les grands producteurs (Brésil, Inde, Europe,...). L'Organisation internationale du sucre prévoit un excédent de l'offre mondiale de 5 millions de tonne pour la saison 2017/2018 après un déficit estimé à 3,1 millions de tonnes pour la campagne précédente.



ENVIRONNEMENT NATIONAL

1. TENDANCES SECTORIELLES

Activités primaires

52 Mds DH



Exportations agriculture-agroalimentaire

38%



Taux de remplissage des barrages

-5,4% en volume
+5,4% en valeur



Pêche côtière et artisanale

Regain d'optimisme pour la campagne agricole 2017/2018

Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a clôturé l'année 2017 sur un chiffre d'affaires à l'export de 52,2 milliards de dirhams, en augmentation de 7,6%. Cette évolution recouvre la hausse des expéditions des produits d'« agriculture, sylviculture et chasse » de 10,4%, après un recul de 1,4% l'année précédente, et l'augmentation de celles de l'industrie alimentaire de 8,8%. D'un autre côté, et à la faveur d'une bonne campagne agricole 2016/2017, les importations des produits alimentaires se sont contractées, en valeur, de 4,7% à fin 2017, recouvrant une baisse des importations de blé de 34,7% et de l'orge de 56,9%.

Pour la nouvelle campagne agricole 2017/2018, les dernières précipitations dans plusieurs régions du pays devraient se répercuter positivement sur les réserves hydriques. Selon le département de l'eau et de l'environnement, les retenues des principaux barrages du Royaume ont atteint plus de 5,7 milliards de mètres cubes au 15 janvier 2018, soit un taux de remplissage de près de 38%, contre 53% à la même date de l'année précédente.

Notons, par ailleurs, que malgré ce retard des précipitations, l'espoir d'un redressement des perspectives de la campagne agricole 2017/2018 demeure de mise. Plus particulièrement, la valeur ajoutée agricole en 2018 devrait bénéficier de la performance escomptée au niveau des activités de l'élevage, de l'arboriculture fruitière et des cultures maraîchères qui en représentent près de 70%.

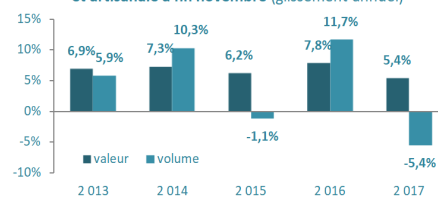
Rappelons, d'autre part, qu'un ensemble de mesures ont été adoptées par le Gouvernement ayant pour but d'assurer le bon déroulement de cette campagne et de promouvoir la dynamique positive engendrée par le Plan Maroc Vert.

Pêche côtière et artisanale : évolution contrastée

A fin novembre 2017, les débarquements de la pêche côtière et artisanale ont affiché une évolution différenciée, marquée par le maintien du repli en volume contre une bonne tenue de la valeur.

Le volume des débarquements s'est replié de 5,4%, après une amélioration de 11,7% un an plus tôt. Ce recul est lié, essentiellement, au recul des captures de poissons pélagiques de 4,6% et des algues de 42,8%. En valeur, les débarquements ont augmenté de 5,4%, après une hausse de 7,8% il y a une année, en rapport avec l'amélioration de la valeur des captures de céphalopodes de 22,2% et des poissons pélagiques de 2,3%.

Evolution des débarquements de la pêche côtière et artisanale à fin novembre (glissement annuel)

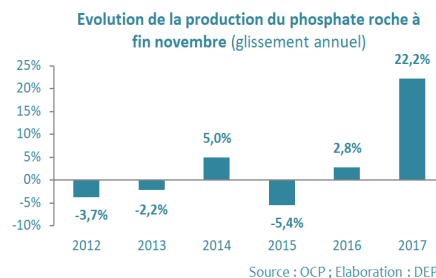


Source : ONP ; Elaboration : DEPF

Activités secondaires

Bonne performance de l'activité extractive en 2017

L'activité extractive continue son fort rebond à fin novembre 2017, en ligne avec la bonne performance de la production de phosphate roche dont le volume s'est renforcé de 22,2% après +2,8% un an auparavant. Cette évolution favorable provient de la bonne dynamique de la demande étrangère adressée au secteur. En effet, le volume des exportations de phosphate roche s'est amélioré de 46% à fin octobre 2017.



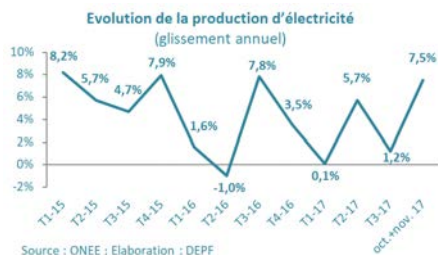
+22%



Production de phosphate roche

Au terme de l'année 2017, les expéditions de phosphates et dérivés ont été à l'origine d'un chiffre d'affaires à l'export de près de 44 milliards de dirhams, en hausse de 11,1% par rapport à l'année 2016.

Dynamique positive des indicateurs de l'énergie électrique



La production de l'électricité poursuit son évolution favorable au terme des onze premiers mois de l'année 2017 avec une progression de 3,3%, après +2,3% à fin septembre 2017 et +2,8% il y a une année. Cette progression reflète essentiellement l'accélération de la production de l'électricité au cours des deux premiers mois du quatrième trimestre (+7,5%), favorisée par la confirmation de la reprise de la production privée (+12,7%).

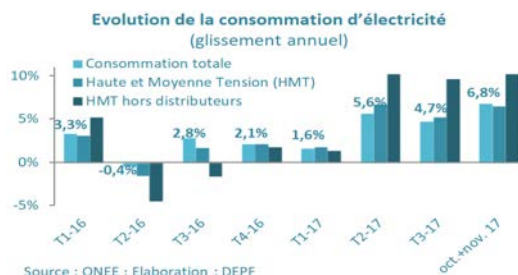
+3,3% (production)
+4,5% (consommation)



Energie électrique

D'un autre côté, le volume des importations de l'énergie électrique a augmenté de 14,6% à fin novembre 2017, dans un contexte d'accélération du rythme de croissance de l'énergie nette appelée à +5,1% après +3,2% un an auparavant.

Quant à la consommation de l'énergie électrique, elle poursuit son accélération depuis le deuxième trimestre 2017. En effet, les ventes d'électricité se sont renforcées de 6,8% durant les deux premiers mois du T4-2017 après +4,7% au T3-2017 et +5,6% au T2-2017.



Suite à cette évolution, la croissance des ventes de l'énergie électrique est passée à +4,5% au terme des onze premiers mois de 2017 au lieu de +2% un an auparavant, recouvrant une augmentation de 4,9% de l'énergie de très haute, haute et moyenne tension. Cette évolution a été conjuguée à la hausse des ventes de l'énergie adressée principalement aux ménages de 3,2%.

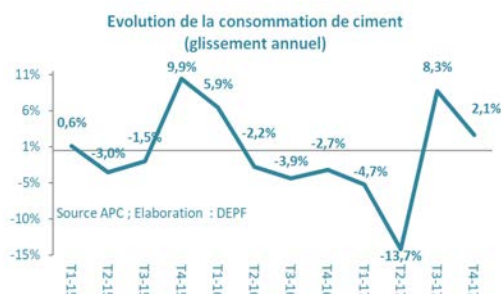
+4,9%

deuxième semestre



Ventes de ciment

Rattrapage observé au niveau de la consommation de ciment

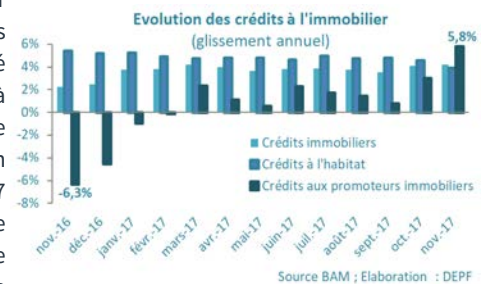


Les ventes de ciment, indicateur clé du secteur du BTP, observent une décélération significative du rythme de baisse au cours de l'année 2017. En effet, après avoir chuté de 9,2% à fin juin 2017, ces ventes n'ont connu qu'une légère baisse de 2,5% à fin 2017, dénotant une dynamique favorable affichée au niveau du deuxième semestre (+4,9%).



Crédits promoteurs immobiliers

De son côté, l'encours des crédits à l'immobilier s'est accru de 4,2% à fin novembre 2017, après +2,2% un an plus tôt. Cette progression a été tirée par l'accroissement des crédits accordés à l'habitat de 3,9% et par l'accélération du rythme de croissance des crédits attribués à la promotion immobilière (+5,8% au lieu de +2,3% à fin juin 2017 et -6,3% à fin novembre 2016). Notons que cette accélération est en ligne avec la bonne dynamique de la consommation de ciment au deuxième semestre de l'année 2017.



Source BAM ; Elaboration : DEPF

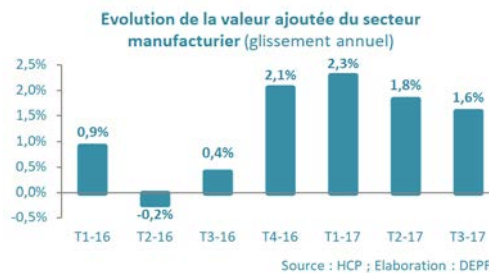
Orientation favorable du secteur des industries manufacturières

Au titre du troisième trimestre de l'année 2017, la valeur ajoutée du secteur des industries de transformation s'est raffermie de 1,6%, après +1,8% au T2-17 et +2,3% au T1-17, marquant ainsi une hausse de 1,9% à fin septembre 2017, après +0,4% à la même période de l'année précédente, selon les comptes nationaux trimestriels du HCP.

+ 1,9%



Valeur ajoutée industrielle



Source : HCP ; Elaboration : DEPF

Cette orientation favorable a été confirmée par l'accroissement de l'indice de production du secteur, hors raffinage de pétrole, de 1,9%, après +1,7% au T2-2017 et +2,3% au T1-2017, clôturant les neuf premiers mois de l'année 2017 sur une hausse de 2%.

D'un autre côté, les résultats de l'enquête de conjoncture de Bank Al-Maghrib, auprès du secteur manufacturier, font état d'une amélioration de la production et des ventes entre octobre et novembre 2017, et de pronostics favorables pour les mois de décembre 2017, janvier et février 2018.

Lancement de 26 projets d'investissement industriels dans le secteur de l'automobile

Sa Majesté Le Roi Mohammed VI a présidé, en décembre 2017, la cérémonie de lancement de 26 projets d'investissement industriels dans le secteur de l'automobile, d'un montant global de 13,78 milliards de dirhams.

Ces investissements attestent du positionnement affirmé du secteur industriel du Royaume sur des activités à haute valeur ajoutée, ainsi que de la confiance d'opérateurs internationaux de renom dans le programme industriel national. Ces investissements s'inscrivent dans le cadre d'écosystème comme présentés ci-après :

- Six projets s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de l'Ecosystème Renault qui développe une plateforme mondiale d'approvisionnement depuis le Royaume. Grâce à la structuration de cet écosystème d'envergure, le constructeur s'approvisionne actuellement en pièces usinées à hauteur d'un milliard d'Euro par an à partir du Maroc et atteint un taux d'intégration locale de 55%.
- Treize investissements seront réalisés dans le cadre de l'Ecosystème PSA Peugeot qui impulse un nouveau développement pour l'ensemble de la filière et participe à faire émerger un pôle industriel d'excellence à Kenitra.
- Cinq investissements s'inscrivent dans le cadre des activités de l'Ecosystème « câblage et connectique », lancé en octobre 2014.
- Deux investissements se déploieront dans le cadre de l'Ecosystème Valeo.

Activités tertiaires

Poursuite de la bonne dynamique du secteur touristique

Le secteur touristique a maintenu une bonne dynamique au cours de l'année 2017 avec des croissances toujours consolidées.

**+9,9% et +14,9%
respectivement**



HOTEL

Arrivées et nuitées



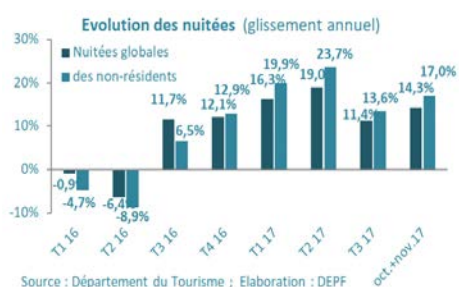
Source : Département du Tourisme ; Elaboration : DEPF

En effet, le nombre des arrivées touristiques s'est apprécié de 15,5% au cours des deux premiers mois du quatrième trimestre 2017. Avec une augmentation de 22,6%, les arrivées des touristes étrangers ont canalisé près de 90% de cette évolution. Compte-tenu de l'évolution affichée durant les trois premiers trimestres de cette année, les arrivées touristiques ont progressé de 9,9% à fin novembre 2017, après +0,8% un an plus tôt.

De même, les nuitées réalisées dans les établissements d'hébergement classés se sont raffermies de 14,4% durant les deux premiers mois du quatrième trimestre 2017, portées, essentiellement, par le renforcement des nuitées des touristes étrangers (+17%).

Compte tenu de la bonne dynamique enregistrée à fin septembre 2017, le volume des nuitées s'est consolidé de 14,9% au terme des onze premiers mois de 2017, après +3,6% un an plus tôt.

Par ailleurs, les recettes touristiques ont clôturé l'année 2017 sur une progression de 8,4% pour se situer à plus de 69,6 milliards de dirhams.



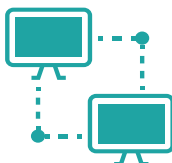
Source : Département du Tourisme ; Elaboration : DEPF

Bonne tenue de l'activité du secteur des télécommunications

A fin septembre 2017, le secteur des télécommunications a affiché une évolution favorable, en phase avec le bon comportement de ses principaux baromètres.

En effet, le parc global de la téléphonie s'est accru de 1,8%, après un retrait de 2,7% à fin septembre 2016, soutenu par la reprise du parc de la téléphonie mobile (+2,1% après -2,5% il y a une année).

+33,3%



Parc Internet



Source : ANRT ; élaboration : DEPF

Le trafic voix sortant de la téléphonie mobile poursuit son accroissement d'un trimestre à l'autre, affichant une hausse de 8,5%, en glissement trimestriel, au T3-2017, après +0,2% au T2-2017. Toutefois, en glissement annuel, ce trafic s'est replié de 3,2% à fin septembre 2017, portant le recul du trafic voix sortant du parc global de la téléphonie à -3,6%, après -4,2% à fin juin 2017.

Pour sa part, le parc Internet continue sur sa lancée au terme des neuf premiers mois de 2017, enregistrant une hausse de 33,3%, avec un taux de pénétration de 64,7% après un taux de 50% à fin septembre 2016.

Comportement favorable du secteur de transport

+18,4%



Fret aérien

L'activité de transport aérien a favorablement évolué sur les onze premiers mois de 2017. Le nombre de passagers accueillis dans les aéroports nationaux a augmenté de 11,5%, après +2,7% un an plus tôt, maintenant une croissance globalement ascendante d'un trimestre à l'autre depuis le troisième trimestre 2016.



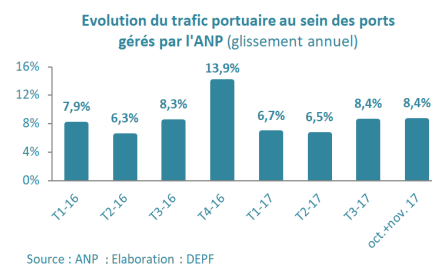
Du côté du trafic du fret aérien, il s'est renforcé de 18,4% à fin novembre 2017, après une amélioration de 9,8% à fin novembre 2016.

+26%



Trafic portuaire des exportations

Au niveau de l'activité portuaire, le volume du trafic, enregistré dans les ports gérés par l'Agence Nationale des Ports (ANP), s'est accru de 7,4% au terme des onze premiers mois de 2017, après +7,3% une année auparavant. Cette bonne tenue est due à la dynamique du trafic des exportations (+26,2% après +1,9%).



TENDANCES SECTORIELLES (*)

	Secteur	2016	oct 17	nov 17	déc 17	Evolution cumulée
Activités primaires	Agriculture					
	Pêche					
Activités secondaires	Phosphates et dérivés					
	Automobile					
	Aéronautique					
	Electronique					
	Agroalimentaire					
	Textile et cuir					
	Energie électrique					
	BTP					
Activités tertiaires	Tourisme					
	Transport					
	Télécommunications		-			

Amélioration Stabilité Recul
 : Amélioration récente : Dégradation récente

*: appréciation basée sur les derniers baromètres conjoncturels disponibles.

2. DEMANDE INTERIEURE

+4,5%



Transferts MRE

105,5 Mds DH



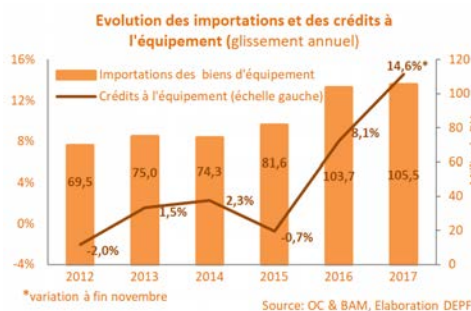
Biens d'équipement
(importation)

+0,7%



Inflation

La consommation des ménages se serait bien tenue au cours de l'année 2017, dans un contexte national favorable marqué, notamment, par une évolution toujours maîtrisée des prix à la consommation (augmentation de l'IPC de 0,7% à fin novembre 2017). En effet, les revenus des ménages ruraux ont été soutenus par les résultats exceptionnels de la campagne agricole 2016/2017. En outre, les dépenses des ménages auraient bénéficié du comportement favorable des transferts des MRE (+4,5% à fin 2017) et des crédits à la consommation (+4,4% à fin novembre 2017) ainsi que de la création de 54.000 postes d'emplois rémunérés au troisième trimestre de la même année.



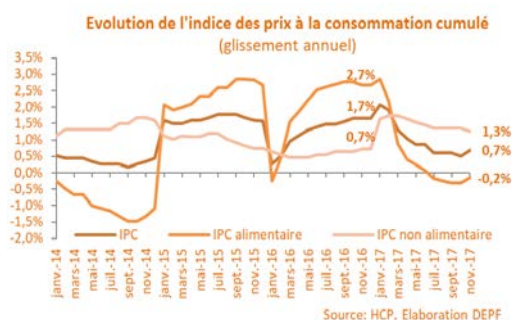
De son côté, l'effort d'investissement se maintient au titre de la même période, tirant profit du bon comportement de l'encours des crédits à l'équipement (+14,6% à fin novembre 2017) et de la progression des flux des investissements directs étrangers (+12% à fin 2017) et des importations des biens d'équipement et des demi-produits (+1,8% et +3,8% respectivement à fin 2017).

Par ailleurs, la Commission interministérielle des investissements, lors de sa réunion début 2018, a approuvé 48 projets d'investissement pour un montant global de 32,32 milliards de dirhams (dont plus de la moitié sera consacrée au secteur de l'industrie). Ces investissements devraient, ainsi, créer près de 6.190 emplois directs et 13.952 emplois indirects.

Légère hausse des prix à la consommation et à la production au cours du mois de novembre 2017

L'indice des prix à la consommation (IPC) a clôturé le mois de novembre sur une hausse de 0,4% par rapport au mois précédent. Cette évolution résulte de l'accroissement de l'IPC alimentaire de 0,9% et de celui non alimentaire de 0,2%. Les principales hausses parmi les prix des produits alimentaires ont été observées au niveau des légumes (+5,7%), du lait, fromage et œufs (+2,1%), des huiles et graisses (+1,6%) et des viandes (+0,2%). Pour les produits non alimentaires, la hausse a concerné principalement les carburants (+1,8%).

Au terme des onze premiers mois de l'année 2017, l'indice des prix à la consommation s'est accru, en glissement annuel, de 0,7%, marquant un ralentissement comparativement à fin novembre 2016 (+1,7%). Cette évolution est le résultat de la décélération du taux d'accroissement de l'IPC alimentaire (-0,2% après +2,7%), face à l'accélération de l'IPC non alimentaire (+1,3% après +0,7%).



L'évolution de ce dernier a été, essentiellement, tirée par l'augmentation des prix des restaurants et hôtels de 3,2%, de l'enseignement de 2,7% et du transport de 1,7%.

Par ailleurs, l'indice des prix à la production du secteur manufacturier, hors raffinage de pétrole, il a enregistré une légère augmentation de 0,1% au cours du mois de novembre 2017 par rapport au mois précédent. Cette évolution tient, notamment, à la hausse des prix des industries alimentaires de 0,3%, de l'industrie d'habillement de 0,9% et de la « fabrication de textiles », du « travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège » et de la « métallurgie » de 0,2%. Quant aux indices des prix des industries extractives et de la production et distribution d'électricité et d'eau, ils ont gardé le même niveau enregistré le mois précédent.

Création de 89.000 postes d'emploi au troisième trimestre 2017

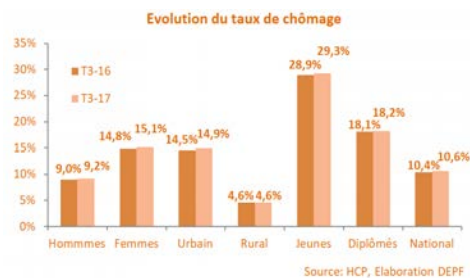
Au titre du troisième trimestre 2017, le marché de l'emploi a été marqué par une augmentation du volume de l'emploi et par une légère hausse du taux de chômage. Ainsi, l'économie marocaine a enregistré, entre T3-2016 et T3-2017, une création de 89.000 postes d'emploi, dont 60.000 postes situés dans le milieu rural et 29.000 au milieu urbain. Le secteur de l'agriculture, forêt et pêche et celui des services sont les secteurs qui ont créé le plus d'emplois, avec respectivement 47.000 et 20.000 emplois nets.

18,2%



Chômage des diplômés

Quant au taux de chômage, celui-ci s'est accru de 0,2 point, par rapport à T3-2016, pour s'établir à 10,6%. Cette hausse a résulté d'une augmentation de 0,4 point dans les villes à 14,9%, contre une stabilité en milieu rural à 4,6%. Les hausses les plus importantes du taux de chômage ont été relevées parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans (29,3%) et les personnes ayant un diplôme (18,2%).



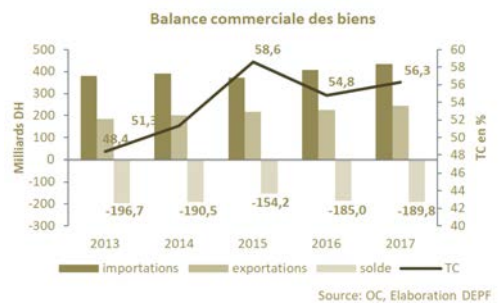
3. ECHANGES EXTÉRIEURS

56,3%
(+1,5 pt)



Taux de couverture

Les résultats préliminaires des échanges extérieurs au titre de l'année 2017 font ressortir une hausse du déficit commercial de 2,6% à 189,8 milliards de dirhams. Cette évolution résulte de la progression conjointe des exportations de 9,3% et des importations de 6,3%. Ainsi, le taux de couverture s'est situé à 56,3%, en hausse de 1,5 point par rapport à l'année 2016.

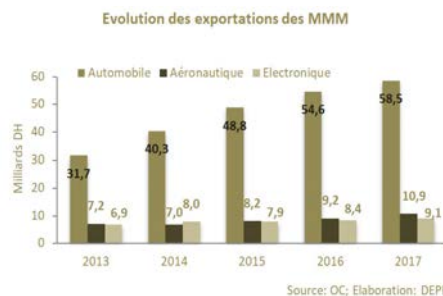


Consolidation des exportations nationales

58,5 Mds DH
(+7,1%)



Automobile



Les exportations nationales se sont élevées à 244,9 milliards de dirhams, soit une progression de 9,3% par rapport à l'année 2016 après +2,7% un an auparavant. Cette progression est portée par la quasi-totalité des secteurs d'activité.

Les expéditions du groupe OCP se sont établies à près de 44 milliards de dirhams, en amélioration de 11,1%. La part de ce secteur dans le total des exportations s'est située à 18% contre 17,7% un an auparavant.

Hors OCP, les exportations ont profité de la bonne orientation des métiers mondiaux du Maroc, notamment le secteur automobile (+7,1% à 58,5 milliards de dirhams), le secteur de l'aéronautique (+18,4% à 10,9 milliards) et le secteur de l'électronique (+8,5% à 9,1 milliards).

Suivant la même tendance, les exportations du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire se sont accrues de 7,6% à 52,2 milliards de dirhams, soit 21,3% des exportations totales. La hausse relevée est imputable aux ventes du segment « agriculture, sylviculture et chasse » (+10,4% à 17,7 milliards de dirhams) et à l'industrie alimentaire (+8,8% à 32,1 milliards).

De leur côté, les exportations du secteur du textile et cuir se sont améliorées de 5,9% à 37,4 milliards de dirhams, soit 15,3% des exportations totales. Cette évolution a résulté, principalement, de l'accroissement des exportations des vêtements confectionnés (+7,2% à 23,5 milliards de dirhams) et de celles des articles de bonneterie (+3,3% à 7,7 milliards de dirhams).

En outre, les exportations du secteur de l'industrie pharmaceutique ont progressé de 5,7% à près de 1,2 milliard de dirhams. Enfin, le reste des exportations, soit l'équivalent de 12,9% des exportations totales, s'est accru de 16,2%.

32 Mds DH
(+8,8%)



Industrie alimentaire



La facture énergétique, principal facteur de hausse des importations

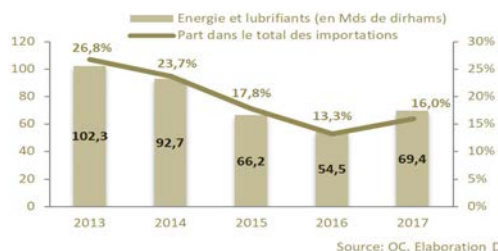
69,4 Mds DH
(+27,3%)



Facture énergétique

Après un accroissement de 9,9% en 2016, les importations ont augmenté de 6,3% en 2017 pour atteindre 434,7 milliards de dirhams. Cette hausse s'explique à hauteur de 57,7% par l'augmentation des achats de produits énergétiques. Hors facture énergétique, les importations n'ont augmenté que de 3,1%. Cette augmentation a concerné l'ensemble des groupements de produits à l'exception des produits alimentaires.

Evolution des importations de produits énergétiques



Source: OC, Elaboration DEPF

Les importations des produits énergétiques se sont raffermies de 27,3%, pour atteindre 69,4 milliards de dirhams. Cette hausse s'explique, pour l'essentiel, par l'appréciation des achats des gas-oils et fuel-oils (+31,1% à 34,3 milliards de dirhams) et du gaz de pétrole et autres hydrocarbures (+23,9% à 13,8 milliards de dirhams).

101,7 Mds DH
(+5,1%)



Biens de consommation

Concernant les autres postes de produits, les achats de biens d'équipement, qui constituent le premier poste des importations nationales avec une part de 24,2%, se sont accrus de 1,8% à 105,5 milliards de dirhams. Les demi-produits se sont, pour leur part, appréciés de 3,8% pour se situer à plus 95 milliards de dirhams.

De même, les achats de produits finis de consommation ont augmenté de 5,1% à 101,7 milliards de dirhams. Cette évolution trouve son origine dans la progression des importations des parties et pièces pour voitures et véhicules de tourisme, des tissus et fils de coton et des réfrigérateurs et autres articles domestiques de 8,5%, 9,2% et 19,6% respectivement. Les achats de produits bruts ont, également, concouru à la hausse des importations globales.

En revanche, le groupement des produits alimentaires a enregistré une baisse de 4,7% à 42,5 milliards de dirhams, en rapport, particulièrement, avec la baisse des achats de blé (-34,7% à 8,3 milliards de dirhams).

Evolution favorable des flux financiers

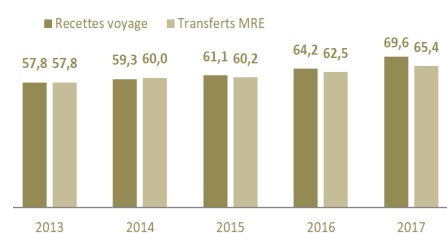
69,6 Mds DH
(+8,4%)



Recettes de voyages

A fin 2017, les flux financiers relatifs aux voyages, au MRE et aux investissements directs étrangers au Maroc ont enregistré des variations positives.

Evolution des recettes voyage et des transferts MRE (en milliards de dirhams)



Source OC, Elaboration DEPF

La balance voyages fait ressortir un excédent de 52,6 milliards de dirhams, en hausse de 5,4%. Cette évolution recouvre une augmentation des recettes de voyages de 8,4% (à 69,6 milliards de dirhams) et des dépenses de 19% (à 17 milliards).

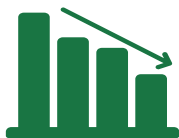
Les transferts des Marocains Résidant à l'étranger (MRE) ont, pour leur part, enregistré une progression de 4,5% à 65,4 milliards de dirhams au titre de la même période.

Ces deux postes (recettes de voyages et recettes des MRE) ont, ainsi, permis de couvrir 71,1% du déficit commercial.

Par ailleurs, les flux des Investissements directs étrangers (IDE) au Maroc se sont accrus de 12% à 23,7 milliards de dirhams, recouvrant un recul des dépenses (-57,8% à environ 6 milliards de dirhams) plus important que celui des recettes (-16% à 29,7 milliards).

4. FINANCES PUBLIQUES (HORS TVA DES COLLECTIVITÉS LOCALES)

-16,9%

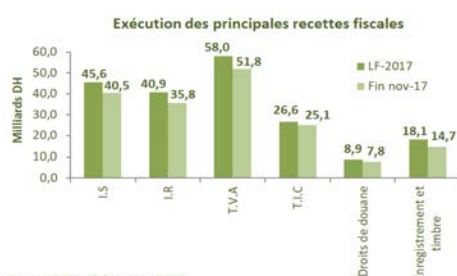


Déficit budgétaire

Au titre des onze premiers mois de l'année 2017, la situation des charges et ressources du Trésor demeure marquée par un allègement du déficit budgétaire de 16,9% ou de 6,7 milliards de dirhams par rapport à fin novembre 2016, pour se situer à 33,1 milliards de dirhams. Au-delà de la hausse de l'excédent du solde des comptes spéciaux du Trésor, cette évolution découle, particulièrement, de la hausse des recettes ordinaires à un rythme dépassant celui des dépenses globales.

Evolution favorable des recettes ordinaires

A fin novembre 2017, le taux d'exécution des recettes ordinaires s'est établi à 89%. Dans leur composante fiscale, les recettes ont été exécutées à hauteur de 88,4%. Ce résultat recouvre :



Source: MEF, Elaboration DEFP

- la réalisation de 87,6% des recettes des impôts directs prévus dans la Loi de Finances, suite à la concrétisation de 88,9% des prévisions des recettes de l'IS et de 87,6% des recettes de l'IR,
- la réalisation de 90,8% des recettes des impôts indirects, recouvrant la concrétisation de 89,3% des prévisions des recettes de la TVA et de 94,2% des recettes des TIC,

- l'exécution de 87% des prévisions initiales des droits de douane, et
- la réalisation de 81,3% des prévisions au titre des droits d'enregistrement et de timbre.

Quant au taux d'exécution des recettes non fiscales, il a atteint 95,1%, recouvrant la concrétisation de 77,5% des recettes de monopoles et la réalisation de 107,1% des autres recettes non fiscales, notamment, les recettes au titre de dons reçus des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) qui ont été exécutées à hauteur de 101,5%.

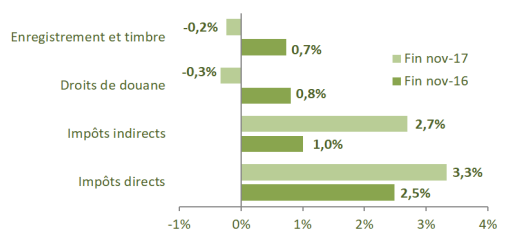
+5,1%



Recettes ordinaires

En termes d'évolution, les recettes ordinaires se sont accrues, en glissement annuel, de 5,1% pour atteindre 201,7 milliards de dirhams. Cette évolution est attribuable, essentiellement, au comportement toujours favorable des recettes fiscales qui se sont raffermies de 5,5% pour se situer à 177,6 milliards de dirhams, en raison, notamment, de la hausse des recettes des impôts directs et des impôts indirects.

Contributions à l'évolution des recettes fiscales



Source: MEF, Elaboration DEFP

Les recettes des impôts directs ont augmenté par rapport à fin novembre 2016 de 7,7% pour s'élever à 78,3 milliards de dirhams. Cette évolution est attribuable à l'accroissement des recettes de l'IS de 13,6% pour atteindre 40,5 milliards de dirhams, ainsi qu'à la hausse des recettes de l'IR de 2,4% pour s'établir à 35,8 milliards de dirhams. L'évolution de ces dernières recouvre, notamment, l'amélioration des recettes de l'IR sur les revenus professionnels et de celles de l'IR sur les revenus de capitaux mobiliers, atténuée par le repli des recettes de l'IR sur les profits immobiliers et de celles de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP).

De leur côté, les recettes des impôts indirects ont augmenté, par rapport à fin novembre 2016, de 6,3% pour atteindre 76,8 milliards de dirhams. Cette hausse est en relation avec le raffermissement des recettes de la TVA, ainsi que celles des TIC.

+6,3%



Impôts indirects

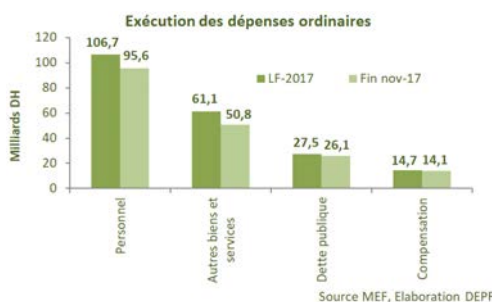
Les recettes de la TVA se sont appréciées de 7,1% pour se situer à 51,8 milliards de dirhams, recouvrant une hausse des recettes de la TVA à l'importation de 7,4% à 32,9 milliards de dirhams, ainsi que l'augmentation de celles de la TVA intérieure de 6,5% à 18,8 milliards de dirhams après un recul de 5,4% l'année précédente. Ces dernières tiennent compte de remboursements pour un montant de 6,3 milliards de dirhams à fin novembre 2017 après 7,2 milliards de dirhams à fin novembre 2016.

Quant aux recettes des TIC, elles ont augmenté de 4,6% pour s'établir à 25,1 milliards de dirhams, en raison de la hausse des recettes des TIC sur les produits énergétiques de 3,7% à 14,4 milliards de dirhams et de celles des TIC sur les tabacs manufacturés de 5,3% à 9,1 milliards de dirhams.

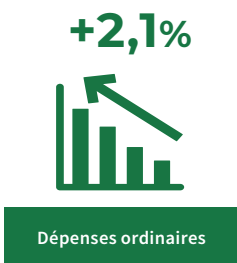
En revanche, les recettes relatives aux droits d'enregistrement et de timbre et celles des droits de douane ont reculé respectivement de 2,7% à 14,7 milliards de dirhams et de 6,8% à 7,8 milliards.

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont augmenté, en glissement annuel, de 1,8% pour s'établir à 21,2 milliards de dirhams à fin novembre 2017. Cette évolution est attribuable, essentiellement, à la hausse des recettes au titre de dons reçus des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) de 79,2% à 8,1 milliards de dirhams et des fonds de concours de 12,5% à 1,1 milliard de dirhams, atténuée par le repli des recettes de monopoles de 5,6% à 7 milliards de dirhams et de celles en atténuation des dépenses de la dette de 65,2% à 654 millions de dirhams.

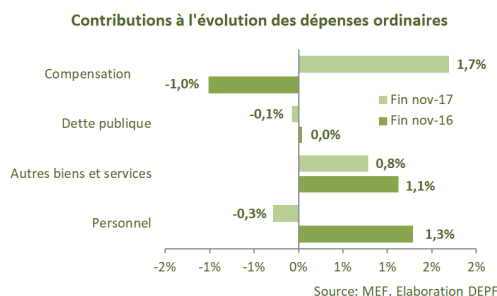
Accroissement des dépenses ordinaires, impulsé par la hausse des charges de compensation



L'exécution des dépenses ordinaires a été maîtrisée à 88,9% à fin novembre 2017, couvrant la réalisation de 89,6% des dépenses de personnel, de 83,1% des dépenses des autres biens et services, de 95% des dépenses afférentes aux intérêts de la dette et de 96,2% de la charge prévue de compensation.



Quant à leur évolution à fin novembre 2017, les dépenses ordinaires ont augmenté, en glissement annuel, de 2,1% pour se situer à 186,6 milliards de dirhams. Cette évolution a résulté, essentiellement, de la hausse des charges de compensation de 28,2% pour atteindre 14,1 milliards de dirhams, après un repli de 14,3% l'année précédente, en relation avec la hausse des cours mondiaux de gaz butane.



De leur côté, les dépenses de biens et services ont enregistré une légère hausse de 0,6% pour s'établir à 146,4 milliards de dirhams, recouvrant un léger recul des dépenses de personnel de 0,6% à 95,6 milliards de dirhams et une hausse des dépenses des autres biens et services de 2,9% à 50,8 milliards de dirhams. Ces dernières tiennent compte des transferts au profit de la Caisse Marocaine des Retraites (11,5 milliards de dirhams, soit le même niveau qu'à fin novembre 2016), aux divers établissements et entreprises publics (18,7 milliards de dirhams après 16 milliards) et aux comptes spéciaux du Trésor (3 milliards de dirhams après 4,4 milliards).

En revanche, les charges en intérêts de la dette ont enregistré un léger recul de 0,5% pour se situer à 26,1 milliards de dirhams, recouvrant une baisse de celles de la dette intérieure de 0,7% à 22,8 milliards de dirhams et une hausse de celles de la dette extérieure de 0,4% à 3,3 milliards de dirhams.

Au total, l'évolution des recettes et des dépenses ordinaires à fin novembre 2017 a dégagé un solde ordinaire positif de 15,1 milliards de dirhams contre 9,1 milliards à fin novembre 2016, soit une hausse de 65,2%. Ce solde a permis de couvrir 27,9% des dépenses d'investissement. Ces dernières ont atteint 54,2 milliards de dirhams, en hausse de 0,8% par rapport à fin novembre 2016. Par rapport aux prévisions initiales, elles se sont réalisées à hauteur de 97,5%.





39 Mds DH



Besoin de financement du Trésor

Poursuite de l'atténuation du déficit budgétaire

Tenant compte de la hausse de l'excédent du solde des comptes spéciaux du Trésor de 25% pour avoisiner 6 milliards de dirhams à fin novembre 2017, la situation des charges et ressources du Trésor fait ressortir un allègement du déficit budgétaire de 16,9% ou de 6,7 milliards de dirhams pour se situer à 33,1 milliards de dirhams.



Eu égard à la baisse du stock des dépenses en instance de 5,9 milliards de dirhams, le besoin de financement du Trésor a avoisiné 39 milliards de dirhams. Pour combler ce besoin, et compte tenu d'un flux net extérieur positif de 3,2 milliards de dirhams, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 35,8 milliards de dirhams.

5. FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Amélioration de la création monétaire

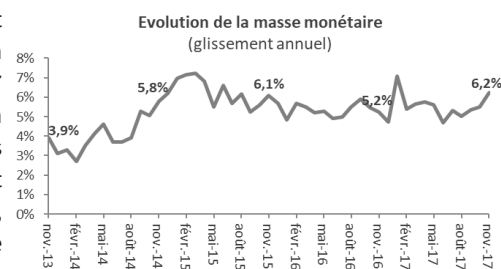
1254 Mds DH



Masse monétaire

A fin novembre 2017, la masse monétaire (M3) a augmenté, en glissement mensuel, de 1% à 1254,4 milliards de dirhams. Cette évolution a concerné l'ensemble de ses contreparties, notamment, les réserves internationales nettes, les créances nettes sur l'administration centrale et les crédits bancaires.

En glissement annuel, le taux d'accroissement de M3 s'est accéléré, s'établissant à +6,2% à fin novembre 2017 après +5,5% à fin octobre 2017 et +5,2% l'année précédente. Cette progression découle, particulièrement, de l'amélioration des rythmes de progression des crédits bancaires et des créances nettes sur l'administration centrale, alors que les réserves internationales nettes se sont contractées.



Source: BAM, Elaboration DEPF

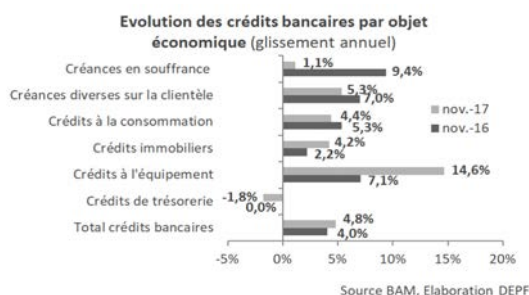
S'agissant des crédits bancaires, ils ont augmenté, en glissement mensuel, de 0,2% pour atteindre 834,1 milliards de dirhams. Cette évolution recouvre une hausse des crédits à l'équipement (+2,7%) et des crédits à la consommation (+0,2%), et une baisse des facilités de trésorerie (-1,6%) et des crédits à l'immobilier (-0,1%). Les créances en souffrance, quant-à-elles, ont reculé, en glissement mensuel, de 1% après une hausse de 1,2% le mois précédent.

En glissement annuel, le taux de progression des crédits bancaires s'est amélioré, s'établissant à +4,8% (+38,4 milliards de dirhams) après +4% (+30,8 milliards) l'année précédente, quoiqu'il a ralenti comparativement au taux enregistré le mois précédent +5,2% (+41,4 milliards de dirhams).

834 Mds DH



Crédits bancaires



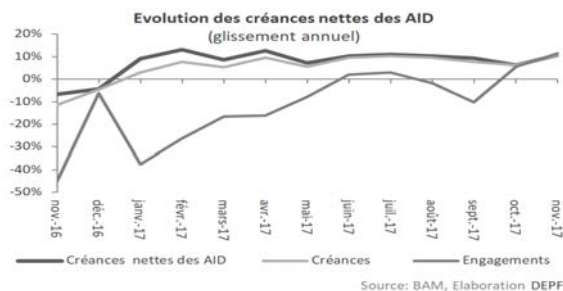
Source BAM, Elaboration DEPF

L'amélioration du rythme de progression des crédits bancaires comparativement à celui de l'année précédente a concerné, notamment, les crédits à l'équipement (+14,6% après +7,1% un an auparavant) et les crédits à l'immobilier (+4,2% après +2,2%). L'évolution de ces derniers recouvre une hausse des crédits à l'habitat de 3,9% après +5,4% et de ceux aux promoteurs immobiliers de 5,8% après un repli de 6,3% un an auparavant.

En revanche, le rythme de progression des crédits à la consommation a décéléré, passant de +5,3% à fin novembre 2016 à +4,4% à fin novembre 2017, et les crédits de trésorerie ont reculé de 1,8% après une stagnation au titre des mêmes périodes. S'agissant des créances en souffrance, leur rythme de croissance a ralenti, s'établissant à +1,1% après +9,4% l'année précédente.

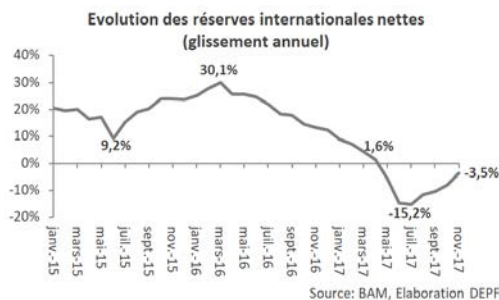
Pour ce qui est des créances nettes des institutions de dépôt sur l'administration centrale (AC), elles ont augmenté, en glissement mensuel, de 1,4% pour avoisiner 162 milliards de dirhams à fin novembre 2017, après un recul de 2,7% le mois précédent.

En glissement annuel, ces créances se sont accrues de 11,3%, après une hausse de 8,2% le mois dernier et après une baisse de 6,8% l'année précédente. L'amélioration enregistrée comparativement à l'année précédente est en relation avec l'augmentation des recours du Trésor aux Autres Institutions de Dépôts (AID) de 10,8% après un recul de 6,7% à fin novembre 2016.



Source: BAM, Elaboration DEPF

L'évolution de ces recours recouvre l'effet conjoint de la hausse des créances des AID sur l'AC de 10,8% après une baisse de 11,4% l'année précédente, notamment, les détentions des AID en bons du Trésor (+13,6% après -13,6%) et l'augmentation de leurs engagements vis-à-vis de l'AC de 11,6% après un recul de 45% un an auparavant.



A fin novembre 2017, les Réserves Internationales Nettes (RIN) ont poursuivi leur amélioration pour le quatrième mois consécutif, enregistrant une hausse, en glissement mensuel, de 4,6% ou de 10,5 milliards de dirhams pour s'établir à 238,4 milliards de dirhams, soit l'équivalent de 5 mois et 23 jours d'importations de biens et services contre 5 mois et 24 jours le mois dernier et 6 mois et 28 jours à fin novembre 2016.

5 mois et 25 jours (importations B&S)



RIN

+7,8%



Circulation fiduciaire

De ce fait, le rythme de baisse, en glissement annuel, des RIN a poursuivi son atténuation, s'établissant à -3,5% (-8,7 milliards de dirhams) après -8,1% (-20 milliards) à fin octobre 2017, et après une hausse de 13,3% l'année précédente (+29 milliards).

Au 29 décembre 2017, les RIN ont maintenu leur hausse, en glissement mensuel, soit +1% ou +2,5 milliards de dirhams, ramenant leur baisse, en glissement annuel, à -3,3% ou -8,3 milliards, pour s'établir à 240,9 milliards de dirhams, soit l'équivalent de 5 mois et 25 jours d'importations de biens et services contre 6 mois et 30 jours l'année précédente.

Au niveau des composantes de M3, la hausse de cette dernière, en glissement mensuel, recouvre, notamment, l'accroissement de la circulation fiduciaire de 0,5%, de la monnaie scripturale de 0,5%, des placements à vue de 0,3%, des comptes à terme de 0,4% et des titres d'OPCVM monétaires de 5,8%.

En glissement annuel, l'évolution de M3 recouvre, particulièrement, l'amélioration du rythme de progression de la circulation fiduciaire (+7,8% après +5,5% l'année dernière) et de celui des titres d'OPCVM monétaires (+6,6% après +3%), le ralentissement de celui des placements à vue (+5,2% après +5,7%), alors que la monnaie scripturale a maintenu quasiment le même taux de croissance que l'année précédente (+7,5% après +7,6%). En revanche, le rythme de baisse des comptes à terme auprès des banques s'est accentué (-7,9% après -1,7% l'année précédente).

Concernant les agrégats de placements liquides, leur encours a augmenté par rapport au mois précédent de 1,6%, consécutivement à la hausse de l'encours des titres d'OPCVM obligataires (PL2) et de celui des titres d'OPCVM actions et diversifiés (PL3) de 3,3% et 4,7% respectivement, alors que celui des titres d'OPCVM contractuels et des titres de créances négociables (PL1) a quasiment stagné (+0,1%). En glissement annuel, cet encours s'est accru de 7% après une hausse de 10,8% à fin novembre 2016. Cette évolution est en relation avec l'accroissement de l'encours de PL2 et PL3 respectivement de 13% et 50,9%, tandis que celui de PL1 a reculé de 0,6%.

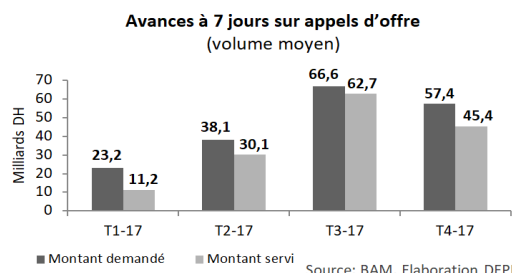
Atténuation du besoin de liquidité des banques au cours du quatrième trimestre 2017

Au cours du quatrième trimestre 2017, le besoin de liquidité des banques s'est atténué comparativement au troisième trimestre 2017. Cette évolution est en relation, essentiellement, avec la poursuite de l'amélioration des réserves internationales nettes (RIN) entamée en août 2017. Par rapport à fin septembre 2017, les RIN ont augmenté de 7,9% ou de 17,6 milliards de dirhams pour s'établir à 240,9 milliards de dirhams à fin décembre 2017, atténuant ainsi leur rythme de repli, en glissement annuel, à -3,3% après -10,4% à fin septembre 2017.

45,4 Mds DH



Injection de liquidité par BAM



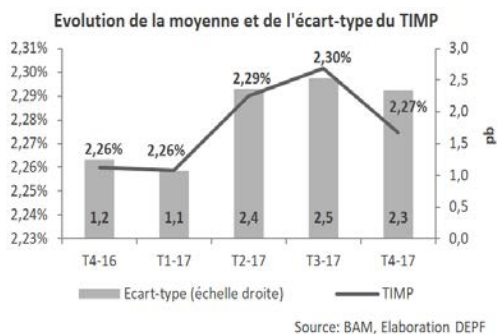
Dans ce contexte, marqué de surcroît par une demande en baisse (en moyenne 57,4 milliards de dirhams après 66,6 milliards au troisième trimestre), Bank Al-Maghrib a réduit le volume de ses opérations d'injection de liquidité, notamment, à travers les avances à 7 jours sur appels d'offre, dont le volume a diminué pour s'établir en moyenne à 45,4 milliards de dirhams après 62,7 milliards au troisième trimestre 2017.

La Banque Centrale est intervenue, également, à travers les opérations de prêts garantis à 1 an au titre du programme de soutien au financement des TPME dont l'encours s'est établi à 4,5 milliards de dirhams à fin décembre 2017.

2,27%
(-3 pb)



TIMPJJ

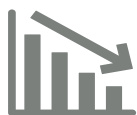


Quant au taux interbancaire moyen pondéré au jour le jour (TIMPJJ), il a oscillé dans une fourchette comprise entre 2,25% et 2,34%, s'établissant en moyenne à 2,27%, en baisse de 3 points de base comparativement au troisième trimestre 2017. De son côté, la volatilité du taux interbancaire a quasiment stagné, se situant à 2,3 points de base après 2,5 points le trimestre précédent.

S'agissant du volume moyen des transactions interbancaires, il a reculé, en glissement trimestriel, de 6,1% pour s'établir à 4,2 milliards de dirhams.

Il est à noter que lors de son conseil du 19 décembre 2017, Bank Al-Maghrib a décidé, sur la base de l'analyse des évolutions récentes de la conjoncture économique et des projections macroéconomiques, de maintenir inchangé le taux directeur à 2,25%, jugeant qu'il reste approprié.

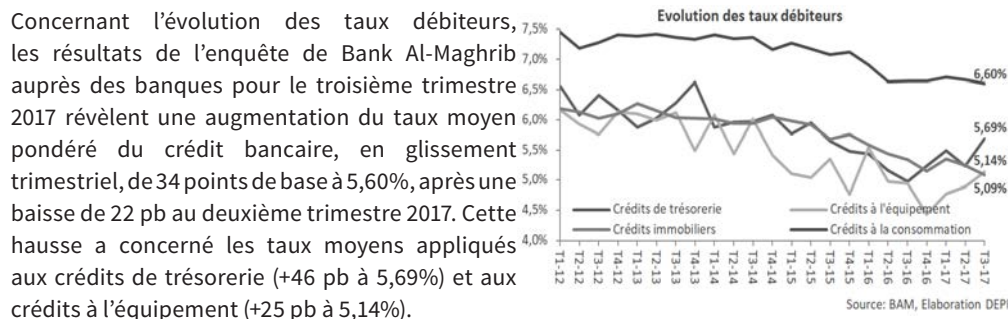
4,2 Mds DH



Volume des transactions interbancaires

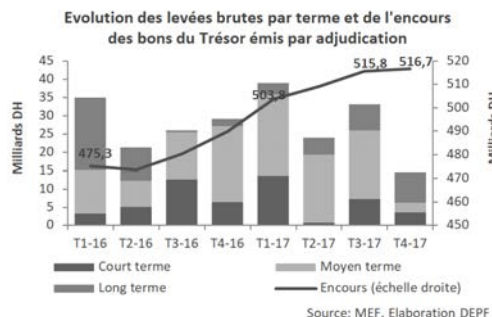
Globalement le besoin de liquidité des banques s'est accentué au cours de l'année 2017, comparativement à l'année précédente, en relation, particulièrement, avec le repli des réserves internationales nettes. De ce fait, Bank Al-Maghrib a augmenté le volume de ses interventions, notamment, à travers les avances à 7 jours, dont le volume moyen s'est établi à 37,4 milliards de dirhams après 9,1 milliards en 2016.

De son côté, le taux interbancaire a enregistré une légère hausse de 1 point de base par rapport à l'année précédente pour atteindre 2,28%. Le volume moyen des transactions interbancaires, quant-à-lui, a augmenté, en glissement annuel, de 74% pour se situer à 4,3 milliards de dirhams.



En revanche, ceux assortis aux crédits à l'immobilier et aux crédits à la consommation ont reculé respectivement de 16 pb et 7 pb à 5,09% et 6,60%.

Faible recours du Trésor au marché des adjudications au cours du quatrième trimestre 2017



Au titre du quatrième trimestre 2017, les levées brutes du Trésor au niveau du marché des adjudications ont reculé, par rapport au troisième trimestre 2017 de 55,9% pour se situer à 14,6 milliards de dirhams. Ces levées ont été prédominées par les maturités longues dont le volume s'est apprécié de 14,7% pour atteindre 8,4 milliards de dirhams, soit 57,2% des levées après 22% au troisième trimestre 2017.

En revanche, le volume levé en maturités courtes a reculé de 50,6% pour s'établir à 3,6 milliards, représentant 24,6% des levées après 22% le trimestre précédent. De même, celui des maturités moyennes s'est replié de 85,7% pour se situer à 2,7 milliards de dirhams, soit 18,2% des levées après 56,1% le trimestre dernier.

110,7 Mds DH



Levées brutes du Trésor

Par ailleurs, les remboursements du Trésor au cours du quatrième trimestre 2017 ont reculé, par rapport au troisième trimestre 2017, de 47,5% pour s'établir à 13,9 milliards de dirhams. En conséquence, les levées nettes du Trésor n'ont pas dépassé les 767 millions de dirhams contre 6,8 milliards le trimestre précédent.

Au terme de l'année 2017, les levées brutes du Trésor se sont établies à 110,7 milliards de dirhams, enregistrant un léger recul de 0,6% après une baisse de 25% l'année précédente. Cette évolution recouvre la hausse du volume souscrit des maturités moyennes de 17,9% pour atteindre 61,7 milliards de dirhams, prédominant les levées à hauteur de 55,8% après 47% l'année précédente, contrebalancée par le recul du volume levé en maturités courtes et longues respectivement de 7,4% et 25,4% pour se situer à 25,3 et 23,6 milliards de dirhams et représenter respectivement 22,9% et 21,3% des levées après 24,6% et 28,4% un an auparavant.

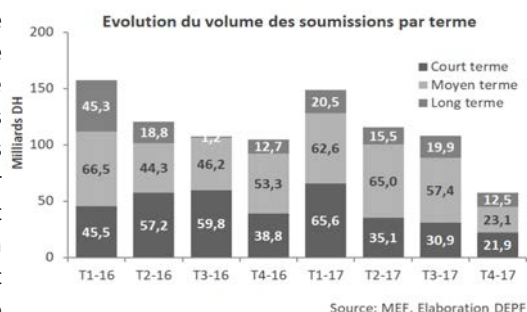
84 Mds DH



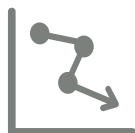
Remboursements du Trésor

Compte tenu des remboursements du Trésor qui ont reculé, en glissement annuel, de 8,1% pour s'établir à 84 milliards de dirhams au terme de l'année 2017, les levées nettes du Trésor ont augmenté par rapport à l'année précédente de 33,9% pour atteindre 26,7 milliards de dirhams. De ce fait, l'encours des bons du Trésor émis par adjudication s'est accru de 5,4% par rapport à fin 2016 pour atteindre 516,7 milliards de dirhams à fin 2017. La structure de cet encours reste prédominée par les maturités longues dont la part a stagné à 57,8%, ainsi que par les maturités moyennes dont la part a enregistré un léger recul, passant de 38,3% à 37,1%. En revanche, la part du court terme demeure faible, quoiqu'elle se soit accrue, s'établissant 5,1% après 3,9%.

S'agissant du volume des soumissions sur le marché des adjudications au cours du quatrième trimestre 2017, il a reculé par rapport au trimestre précédent de 46,9% pour s'établir à 57,5 milliards de dirhams. Le volume soumissionné des maturités courtes, moyennes et longues s'est replié, par rapport au trimestre précédent, respectivement de 29,1% à 21,9 milliards de dirhams, de 59,7% à 23,1 milliards et de 37,4% à 12,5 milliards. Elles ont représenté respectivement 38,1%, 40,2% et 21,7% du volume des soumissions, après 28,6%, 53% et 18,4% le trimestre antérieur.



430 Mds DH



Volume des soumissions

Au terme de l'année 2017, le volume des soumissions a atteint 429,9 milliards de dirhams, en baisse de 12,2% par rapport à fin 2016. Le volume soumissionné des maturités courtes, moyennes et longues a reculé respectivement de 23,7%, 1,1% et 12,4% pour se situer à 153,5 milliards, 208 milliards et 68,3 milliards de dirhams, pour représenter 35,7%, 48,4% et 15,9% du total des soumissions de l'année après 41,1%, 43% et 15,9% l'année précédente.

Par ailleurs, l'évolution des taux moyens pondérés primaires des bons du Trésor au titre du quatrième trimestre 2017, comparativement au troisième trimestres, ils ont enregistré des replis compris entre 3 pb et 16 pb. Compte tenu des hausses enregistrées au premier et au troisième trimestres, les moyennes annuelles des taux des bons du Trésor ont enregistré des hausses par rapport à l'année 2016 comprises entre 3 pb et 26 pb, à l'exception du taux des bons à 30 ans qui a reculé de 16 pb.

Evolution des taux des bons du Trésor

	T1-17	T2-17	T3-17	T4-17	Var
13 semaines	2,14%	2,09%	2,18%	2,15%	-3 pb
26 semaines	2,22%	-	2,23%	2,19%	-4 pb
52 semaines	2,32%	2,26%	2,36%	2,29%	-7 pb
2 ans	2,53%	2,41%	2,49%	2,44%	-5 pb
5 ans	2,83%	2,78%	2,83%	2,77%	-6 pb
10 ans	3,27%	3,27%	3,32%	3,28%	-4 pb
15 ans	3,87%	3,87%	3,87%	3,71%	-16 pb
20 ans	4,02%	4,06%	-	3,98%	-
30 ans	-	4,45%	-	4,41%	-

Source : MEF ; Calculs DEPF

Performance globalement positive des indicateurs de la Bourse de Casablanca au cours de l'année 2017

+6,4% et +5,8%
(respectivement)



MASI et MADEX

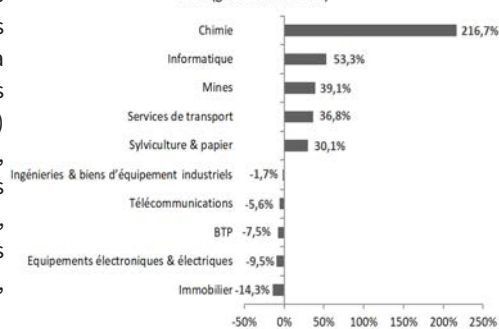


Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

Les indicateurs de la Bourse de Casablanca ont maintenu au cours du quatrième trimestre 2017 une évolution globalement favorable et ce, en dépit du repli enregistré au cours du mois de décembre 2017. Les indices MASI et MADEX ont clôturé le trimestre à 12388,82 et 10100,32 points respectivement, en hausse de 2% et 2,3% par rapport à fin septembre 2017. Par rapport à fin décembre 2016, les deux indices ont enregistré une hausse de 6,4% et 5,8% respectivement après une hausse exceptionnelle de 30,5% et 31,6% l'année précédente.

Au niveau sectoriel, parmi les 23 secteurs représentés à la cote de la Bourse de Casablanca, 18 secteurs ont enregistré des performances positives par rapport à fin décembre 2016. La hausse a été plus marquée pour les indices des secteurs de chimie (+216,7%), de l'informatique (+53,3%) et des mines (+39,1%). L'indice des banques, première capitalisation, s'est raffermi de 9,9%. Les performances négatives ont concerné, notamment, les indices des secteurs de l'immobilier (-14,3%), des équipements électroniques et électriques (-9,5%), du BTP (-7,5%) et des télécommunications (-5,6%).

les plus fortes variations des indices sectoriels à fin décembre 2017 (glissement annuel)



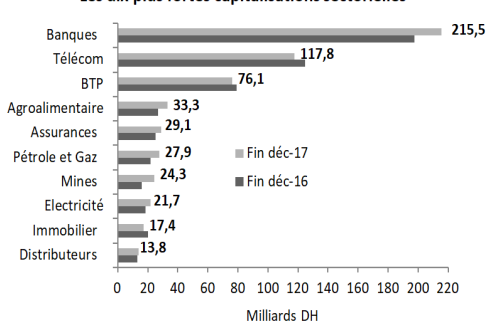
Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

627 Mds DH
(+7,5%)



Capitalisation boursière

Les dix plus fortes capitalisations sectorielles



Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

Quant à la capitalisation boursière, celle-ci s'est accrue par rapport à fin septembre 2017 de 1,8% pour s'établir à 627 milliards de dirhams. Par rapport à fin décembre 2016 elle s'est raffermie de 7,5% après une hausse de 28,7% l'année dernière.

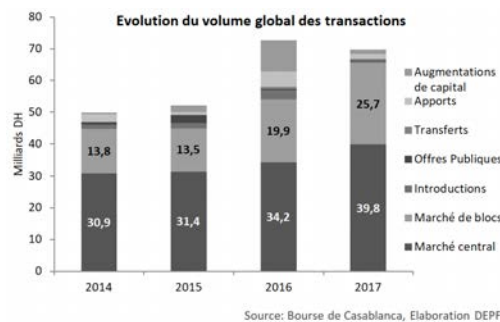
Le volume global des transactions réalisées au titre du quatrième trimestre 2017 s'est nettement raffermi, passant de 11,9 milliards de dirhams au troisième trimestre 2017 à 28,8 milliards, dont 73,2% réalisé au cours du mois de décembre. Ceci est en relation avec les opérations d'allers-retours réalisées par les sociétés cotées en chaque fin d'année, particulièrement au niveau du marché de bloc. Le volume échangé du trimestre s'est réparti comme ci-après :

- 33% pour le marché central : les transactions sur ce marché ont augmenté, par rapport au trimestre précédent, de 13,6% à 9,5 milliards de dirhams. Parmi les valeurs les plus actives sur ce compartiment, figurent Attijariwafa Bank, Itissalat Al-Maghrib, BMCE Bank et SODEP-Marsa Maroc qui ont canalisé respectivement 17,4%, 8,6%, 6% et 5,9% du volume des transactions en actions ;
- 62% pour le marché de blocs où les échanges se sont raffermis, passant de 1,8 milliard de dirhams au troisième trimestre 2017 à 17,8 milliards de dirhams ;
- 1,4% pour une augmentation de capital en numéraire d'un montant de 396,5 millions de dirhams, relative à l'opération de Label Vie, ayant porté sur l'émission de 293.685 actions nouvelles à un prix unitaire de 1.350 dirhams ;
- 1,3% pour les transferts d'actions ;
- 1,2% correspondant aux montants des tranches cotées des émissions d'emprunts obligataires subordonnés effectués par Crédit Agricole (202,9 millions de dirhams) et Attijariwafa Bank (155 millions de dirhams) ;
- 1,1% pour les apports de titres.

69,7 Mds DH
(-4,1%)



Volume global des transactions



Au terme de l'année 2017, le volume global des transactions a atteint 69,7 milliards de dirhams, en baisse de 4,1% par rapport à l'année précédente, après une hausse de 39,6% en 2016. Toutefois, le volume des échanges sur les marchés central et de blocs a augmenté par rapport à fin 2016 de 21,2% à 65,5 milliards de dirhams, recouvrant une hausse du volume des échanges sur le marché central de 16,4% à 39,8 milliards de dirhams et sur le marché de blocs de 29,6% à 25,7 milliards de dirhams.

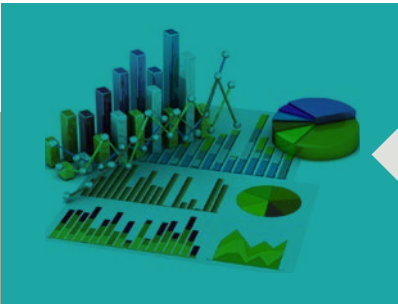


TABLEAU DE BORD

N° : 251

Tableau de bord de l'économie marocaine

Agrégats de la comptabilité nationale(1)	2014	2015	2016
Produit Intérieur Brut(aux prix de l'année précédente) (base 2007)	2,7	4,5	1,2

Echanges extérieurs (millions de Dhs) (Données préliminaire)	déc-16	déc-17	(%)
Importations globales	408 970	434 745	6,3
Énergie et lubrifiants	54 519	69 401	27,3
Produits finis d'équipement	103 672	105 509	1,8
Produits alimentaires	44 600	42 483	-4,7
Exportations globales	223 965	244 898	9,3
Automobile	54 630	58 518	7,1
Phosphates et dérivés	39 600	43 982	11,1
Déficit commercial	-185 005	-189 847	2,6
Taux de couverture (en %)	55	56	
Transferts MRE	62 553	65 356	4,5
Recettes voyages	64 226	69 644	8,4
Recettes des IDE	35 351	29 680	-16,0

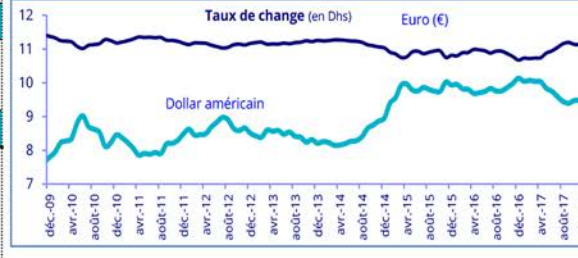
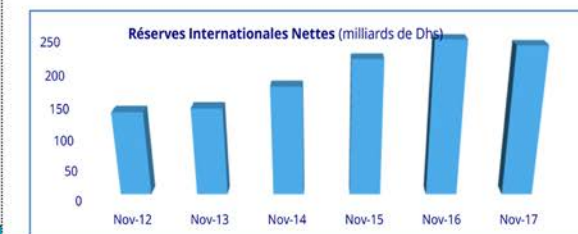
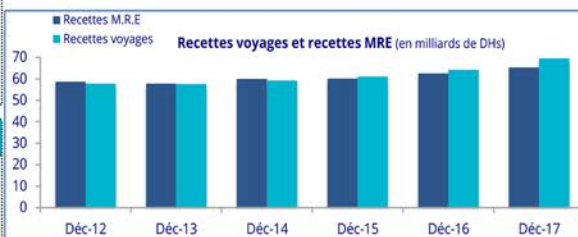
Monnaie (millions de Dhs)	nov-16	nov-17	(%)
Agrégat M3	1 180 930	1 254 352	6,2
Réserves Internationales Nettes	247 159	238 410	-3,5
Créances nettes sur l'administration centrale	145 482	161 958	11,3
Créances sur l'économie	943 063	988 911	4,9
Dont : Crédits des AID	809 260	844 594	4,4
Crédits immobiliers	247 036	257 455	4,2
Crédits à l'équipement	149 063	170 886	14,6
Crédits à la consommation	48 813	50 973	4,4

Bourse	nov-16	nov-17	(%)
MASI	11 644	12 389	6,4
MADEX	9 547	10 100	5,8
Volume des transactions (2) (millions de Dhs)	54 067	65 533	21,2

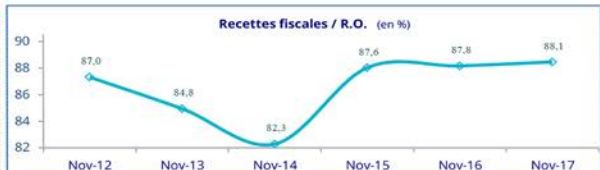
Indice des prix à la consommation (100=2006)	nov-16	nov-17	(%)
Indice des prix à la consommation (100=2006)	117,0	117,8	0,7
Produits alimentaires	126,5	126,3	-0,2
Produits non alimentaires	110,3	111,7	1,3

Taux de change (en MAD)	déc-16	déc-17	(%)
Euro	10,7	11,2	4,63
Dollar américain US\$	10,1	9,4	-6,89

Taux d'intérêt (dernières émissions)	déc-16	déc-17	Pb 100
Taux adjudications (13 semaines)	2,10	2,17	7,0
(26 semaines)	2,15	2,19	4,0
(52 semaines)	2,34	2,32	-2,0
(2ans)	2,43	2,48	5,0



Finances publiques (hors TVA des CL)	oct-16	oct-17	(%)			
Recettes ordinaires (R.O) (en milliards de Dhs)	191 836	201 658	5,1			
Recettes fiscales	168 399	177 583	5,5			
Impôts directs	72 671	78 284	7,7			
IS	35 622	40 482	13,6			
IR	34 970	35 801	2,4			
Impôts indirects	72 309	76 847	6,3			
TVA	48 342	51 779	7,1			
TIC	23 967	25 068	4,6			
Droits de douane	8 337	7 770	-6,8			
Enregistrement et timbre	15 083	14 682	-2,7			
Recettes non fiscales	20 815	21 191	1,8			
Monopoles	7 440	7 027	-5,6			
Dépenses ordinaires (D.O)	182 689	186 551	2,1			
Biens et services	145 463	146 369	0,6			
Personnel	96 081	95 552	-0,6			
Autres biens et services	49 382	50 817	2,9			
Dette publique intérieure	22 977	22 824	-0,7			
Dette publique extérieure	3 256	3 268	0,4			
Compensation	10 993	14 090	28,2			
Investissement	53 763	54 189	0,8			
Activités sectorielles	sept-16	sept-17	(%)			
Parc global de la téléphonie mobile (milliers)	43 341	44 250	2,1			
Taux de pénétration (%)	128,0	127,0				
Parc global de la téléphonie fixe (milliers)	2 122	2 044	-3,7			
Parc total des abonnés Internet (milliers)	16 923	22 564	33,3			
	nov-16	nov-17	(%)			
Nuitées dans les EHC(4) (en milliers)	17 814	20 462	14,9			
Arrivées de touristes (y compris MRE) (en milliers)	9 509	10 447	9,9			
Trafic portuaire gérés par l'ANP (mille tonnes) (5)	70 606	75 821	7,4			
Energie appelée nette (GWh)	32 466	34 135	5,1			
Consommation d'électricité (GWh)	27 398	28 635	4,5			
Débarquements de la pêche côtière (en mille tonne)	1 289	1 219	-5,4			
Débarquements de la pêche côtière (en millions DH)	5 963	6 284	5,4			
	déc-16	déc-17	(%)			
Ventes de ciment (mille tonnes)	14 151	13 791	-2,5			
Chiffre d'affaires à l'exportation de l'OCP(millions Dhs)	39 600	43 982	11,1			
Emploi	3Tr15	3Tr16	3Tr17			
Taux d'activité	47,9	45,8	45,5			
Taux de chômage	10,1	10,4	10,6			
Urbain	15,1	14,5	14,9			
Diplômés	20,4	19,8	19,9			
Agés de 15 à 24 ans	39,3	44,5	45,2			
Variation des indices de la production (3)	3Tr16	3Tr17	(%)	2015	2016	(%)
Mines	105,8	126,8	19,8	99,5	101,9	2,4
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	105,0	107,0	1,9	109,2	110,7	1,4
Produits des industries alimentaires	121,2	122,2	0,8	116,0	117,4	1,2
Produits de l'industrie textile	88,3	87,2	-1,2	96,9	95,1	-1,9
Produits de l'industrie automobile	110,7	96,1	-13,2	113,4	129,4	14,1
Electricité	145,0	145,9	0,6	130,2	132,8	2,0



(1) Taux de variation, Source HCP
 (2) Volume des transactions sur le marché central et sur le marché de blocs
 (3) Indice de la production selon la base 2010
 (4) EHC : établissements d'hébergement classés

